



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/33
25 octobre 2021

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-huitième réunion
Montréal, 15 – 19 novembre 2021¹

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA BANQUE MONDIALE
POUR L'ANNÉE 2021**

¹ Des réunions en ligne et un processus d'approbation intersessions se tiendront en novembre et décembre 2021 à cause du coronavirus (COVID-19)

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. La Banque mondiale demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 693 735 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 48 561 \$US, pour les amendements à son programme de travail de 2021, indiqués dans le tableau 1. La proposition est jointe au présent document.

Tableau 1: Amendements au programme de travail de la Banque mondiale pour l'année 2021

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE			
A1: Renouvellement des projets de renforcement des institutions			
Thaïlande	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase X)	443 735	443 735
	Sous-total pour A1	443 735	443 735
	Coûts d'appui d'agence	31 061	31 061
	Total partiel pour A1	474 796	474 796
A2: Préparation de projet pour des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)			
Jordanie ^a	Préparation d'un PGEH (phase III)	35 000	35 000
	Préparation d'activités d'investissement pour l'élimination des HCFC (fabrication d'équipements de réfrigération commerciale)	30 000	30 000
	Sous-total pour A2	65 000	65 000
	Coûts d'appui d'agence	4 550	4 550
	Total partiel pour A2	69 550	69 550
A3: Préparation de projet pour des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sur les HFC (KIP)			
Viet Nam ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	185 000	185 000
	Sous-total pour A3	185 000	185 000
	Coûts d'appui d'agence	12 950	12 950
	Total partiel pour A3	197 950	197 950
	Total (A1, A2, A3)	742 296	742 296

^aONUDI à titre d'agence d'exécution coopérante

^bPNUE à titre d'agence d'exécution coopérante

SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

A1: Renouvellement des projets de renforcement des institutions

Description du projet

2. La Banque mondiale a présenté une demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) pour le pays mentionné dans la section A1 du tableau 1. La description du projet figure à l'Annexe I au présent document.

Observations du Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné la demande de renouvellement du projet de RI, présentée au nom du gouvernement concerné, sur la base des lignes directrices et des décisions pertinentes relatives à l'admissibilité et aux niveaux de financement. La demande a fait l'objet d'une vérification croisée avec le plan de travail original du RI pour la phase précédente, les données du programme de pays et celles communiquées en vertu de l'article 7, le dernier rapport sur la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), le rapport périodique de l'agence et toute autre décision pertinente de la Réunion des Parties. Il a été noté que ce pays a communiqué les données de son programme de pays pour 2020 et qu'il est en conformité avec les objectifs d'élimination du Protocole de Montréal, et que sa

consommation annuelle de HCFC n'excède pas la consommation annuelle maximale autorisée, indiquée dans son Accord de PGEH conclu avec le Comité exécutif. En outre, la demande présentée comprenait des indicateurs de performance pour les activités prévues pour la prochaine phase du projet de RI, conformément à la décision 74/51(e).

Recommandation du Secrétariat

4. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Thaïlande, au niveau de financement indiqué dans la section A1 du tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter transmettre au gouvernement mentionné les observations, contenues à l'Annexe II au présent document.

A2: Préparation de projet pour des plans de gestion de l'élimination des HCFC

Description du projet

5. La Banque mondiale a présenté une demande de préparation d'une stratégie globale pour la phase III du PGEH pour la Jordanie, à titre d'agence d'exécution principale, avec l'ONUDI comme agence d'exécution coopérante; et une demande de financement de préparation de projet pour des activités d'investissement dans le secteur de la fabrication des équipements de réfrigération commerciale, dans le cadre de la phase III du PGEH pour la Jordanie, tel qu'indiqué dans la section A2 du tableau 1.

6. À titre d'agence coopérante, l'ONUDI a demandé un montant de 25 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 1 750 \$US, dans les Amendements à son programme de travail pour 2021.²

7. La demande incluait: la justification du financement demandé pour la préparation de projet; un rapport périodique sur la mise en oeuvre de la phase II du PGEH pour la Jordanie; et les activités potentielles avec les coûts associés. Le nombre des entreprises restantes et la consommation totale dans le secteur de la fabrication des équipements de réfrigération ont également été fournis à l'appui de la demande de financement de la préparation de projet.

Observations du Secrétariat

8. Lors de l'examen de cette demande, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices sur le financement de la préparation des PGEH pour les pays visés à l'article 5, contenues dans la décision 71/42;³ de la phase II du PGEH pour la Jordanie et de l'état de la mise en œuvre des tranches au moment de la préparation du présent document; et de la décision 84/46(e).⁴ Le Secrétariat a pris note que le financement demandé est conforme à la décision 71/42, et que la Banque mondiale a confirmé que les tranches de financement restantes pour la phase II du PGEH seraient présentées selon le calendrier prévu dans l'Accord entre le gouvernement de la Jordanie et le Comité exécutif.

9. La Banque mondiale a confirmé que la phase III du PGEH éliminerait 100 pour cent de la valeur de référence pour les HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2030, à l'exception du reliquat aux fins d'entretien.

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/32

³ Lignes directrices sur le financement de la préparation de la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC pour les pays visés à l'article 5.

⁴ L'inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités est permise uniquement pour les pays pour lesquels la phase II du PGEH a été approuvée et dont les cibles de réduction se situent bien en-deçà des objectifs de conformité de 2025.

Recommandation du Secrétariat

10. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projet pour la phase III du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour la Jordanie, au niveau de financement indiqué dans la section A2 du tableau 1.

A3: Préparation de projet pour des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sur les HFC

Description du projet

11. La Banque mondiale a présenté une demande pour la préparation de la phase I du plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour le Vietnam, à titre d'agence d'exécution principale, tel qu'indiqué à la section A3 du tableau 1. Le PNUE, à titre d'agence d'exécution coopérante, a demandé un montant de 35 000 \$US, plus des coûts d'appui de 4 550 \$US, dans les Amendements à son programme de travail pour 2021⁵.

Observations du Secrétariat

12. Lors de l'examen de cette demande, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices pour la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP), contenues dans la décision 87/50; des activités proposées pour la préparation de projet et leurs liens avec des activités de facilitation et autres projets reliés aux HFC dans le pays. Le Secrétariat a pris note que le financement demandé est conforme à la décision 87/50, et qu'à titre d'agence principale, la Banque mondiale a fourni une description des activités requises pour la préparation d'une stratégie globale pour le KIP pour le Vietnam, en utilisant le formulaire des demandes de préparation de projet pour les KIP. La proposition incluait une analyse des HFC et mélanges de HFC importés entre 2018 et 2020, basée sur les données recueillies durant la mise en œuvre des activités de facilitation. Pour l'élaboration de la stratégie globale, elle propose un examen du système en place pour l'octroi de permis et de quotas afin de pouvoir surveiller et contrôler les importations et exportations de HFC et de mélanges de HFC; la tenue d'enquêtes sur la consommation actuelle de HFC et leur répartition dans les secteurs de fabrication et d'entretien ainsi qu'une prévision de consommation; des consultations avec les intervenants en vue d'élaborer un plan d'action avec les activités associées (par ex. développement des compétences, assistance technique et sensibilisation) pour le secteur de l'entretien dans la réfrigération. Durant ces consultations, on examinera s'il faut intégrer les activités de réduction progressive des HFC aux activités en cours pour l'élimination des HCFC.

13. La Banque mondiale a précisé que la préparation de projet pour la stratégie globale de réduction progressive des HFC pour le Vietnam s'appuierait sur les activités mises en œuvre dans le cadre des activités de facilitation, puisqu'il s'agit des premières mesures associées à la réduction progressive des HFC et qu'elles ont contribué à la ratification de l'Amendement de Kigali.

14. À l'issue de l'examen, le Secrétariat a pris note que le Vietnam avait ratifié l'Amendement de Kigali⁶; qu'il a remis une lettre d'endossement mentionnant l'intention du pays de prendre des mesures précoce pour la réduction progressive des HFC et que le financement demandé est conforme à la décision 87/50.

Recommandation du Secrétariat

15. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projet pour le plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC pour le Vietnam, au niveau de financement indiqué dans la section A3 du tableau 1.

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/31

⁶ 27 septembre 2019

Annex I

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSALS⁷

Thailand: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		World Bank
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Mar-93	400,000
Phase II:	Jul-98	266,667
Phase III:	Jul-03	346,667
Phase IV:	Jul-05	346,668
Phase V:	Jul-07	346,668
Phase VI:	Jul-09	260,001
Phase VII:	Dec-12	346,668
Phase VIII:	Dec-16	443,735
Phase IX:	Dec-18	443,735
	Total:	3,200,809
Amount requested for renewal (phase X) (US \$):		443,735
Amount recommended for approval for phase X (US \$):		443,735
Agency support costs (US \$):		31,061
Total cost of institutional strengthening phase X to the Multilateral Fund (US \$):		474,797
Date of approval of country programme:		1993
Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I):		2012
Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II):		2018
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		54.6
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		927.6
Annex E, (methyl bromide) (average 1995-1998)		183.0
Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
Annex C, Group I (HCFCs)		350.11
Annex E, (methyl bromide)		0.00
	Total:	350.11
Year of reported country programme implementation data:		2020
Amount approved for projects (as at July 2021) (US \$):		83,130,216
Amount disbursed (as at December 2020) (US \$):		68,322,239
ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes):		8,385.8
ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes):		8,324.4

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	70,587,016
(b) Institutional strengthening:	3,200,809
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	9,342,391
	Total: 83,130,216
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	463,514

⁷ Data as at December 2020 are based on document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/12.

Progress report

2. Under phase IX, the NOU situated in the Department of Industrial Works carried out the following activities: enforced HCFC control measures and the quota system; conducted public awareness including celebrations of International Ozone Day and distribution of public awareness materials; worked with key stakeholders to financially complete the HPMP including a workshop and environmental safeguards report; finalized a project implementation manual and the establishment of a project management unit; participated in Montreal Protocol related meetings; and submitted timely country programme and Article 7 data reports to the Fund and Ozone Secretariats, respectively. Of the 19 performance indicators set, targets for 17 were fully achieved, with one partially achieved and one not achieved.

Plan of action

3. The objectives of the phase X are to continue to ensure sustainable ODS phase-out; build capacity of the NOU and Government agencies; complement implementation of HCFC phase-out activities with relevant policy development and measures; submit data reports to the Fund and Ozone Secretariats conduct public awareness; support the Government's efforts to ratify the Kigali Amendment; find consensus on national HFC phase-down among relevant industries; and support the relevant agencies in terms of energy efficiency in the air-conditioning industries. The NOU will coordinate and implement the allocation of import quotas; monitor imports and exports in collaboration with the Custom Department; provide technical assistance and capacity building including support to the Ministry of Energy to raise the awareness of industry on energy efficiency matters; consider gender balance and work towards gender mainstreaming; and conduct virtual workshops and public awareness activities through online and virtual channels to sustain public support.

Annexe II**POINTS DE VUE PROVISOIRES EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE
RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS
SOUMIS À LA 88^e RÉUNION****Thaïlande**

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) pour la Thaïlande (phase X) et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement de la Thaïlande a communiqué des données de 2019 et 2020 au Secrétariat de l'ozone et des données sur la mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds, indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal. Le Comité a noté aussi qu'en dépit des défis imposés par la pandémie du coronavirus, l'Unité nationale de l'ozone avait poursuivi la formation des agents des douanes et des techniciens d'entretien en réfrigération et mis en œuvre des activités de sensibilisation. Le Comité reconnaît la poursuite des progrès accomplis par le gouvernement de la Thaïlande pour contrôler la consommation de HCFC, y compris l'interdiction d'utilisation de HCFC dans les secteurs des mousses (sauf les mousses à vaporiser) et de la climatisation, et pour ratifier l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif a bon espoir qu'au cours des deux prochaines années, le gouvernement de la Thaïlande poursuivra la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC et les activités du projet de renforcement des RI afin de permettre au pays de continuer à respecter ses obligations aux termes du Protocole de Montréal.

**2021 BUSINESS PLAN
WORK PROGRAM AMENDMENT**



WORLD BANK GROUP

**WORLD BANK IMPLEMENTED
MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS**

**Presented to the
88th Meeting of the Executive Committee
of the Multilateral Fund**

20 September 2021

WORK PROGRAM FOR

WORLD-BANK IMPLEMENTED MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS

1. This proposed work program amendment for Bank-Implemented Montreal Protocol Operations is prepared on the basis of the 2021-2023 World Bank Business Plan which was approved by the Executive Committee at its 86th meeting.
2. The 2021-2023 World Bank Business Plan consists of investment and non-investment activities to assist Article 5 partner countries to meet their HCFC reduction target, the 2020 35% reduction. The Business Plan includes, in addition to deliverables associated with previously approved and new investment activities, requests to extend support for implementation of existing institutional strengthening projects in 2 countries.
3. The present document constitutes WB's 2021 Work Programme Amendment and is being submitted for consideration by the Executive Committee at its 88th Meeting. It includes one request for extension of institutional strengthening project and one request for preparatory assistance for Kigali HFC implementation Plan. Funding is requested as follows:
 - Institutional strengthening project amounting to US\$ 474,796 (including US\$31,061 agency support costs); and
 - Preparatory assistance funding for Kigali HFC implementation plan in Viet Nam amounting to US\$ 197,950 (including US\$ 12,950 agency support costs). The preparation will be undertaken by WB as the Lead Implementing Agency and UN Environment as the Cooperating Implementing Agency. This request can be found in **Annex 1**.
 - Project preparation request for Stage III HPMP in Jordan amounting to US\$ 37,450 (including US\$ 2,450 agency support costs). The preparation will be undertaken by WB as the Lead Implementing Agency and UNIDO as the Cooperating Implementing Agency. This request can be found in **Annex 2**.

Total request is US\$ 710,196 (including US\$ 46,461 agency support cost) as summarized in Table 1 below.

Table 1: Funding Requests Submitted for Consideration by the 88th Meeting of the Executive Committee

Country	Type	Description	Duration (months)	Request (US\$)	Support Costs (US\$)	Total (US\$)
Thailand	INS	Extension of Institutional Strengthening project (Phase X)	24	443,735	31,061	474,796
Viet Nam	PRP	Preparation of Kigali HFC Implementation Plan: Overarching	24	185,000 ¹	12,950	197,950
Jordan	PRP	Preparation of Stage III HPMP	18	35,000	2,450	37,450
Jordan	PRP	Preparation of Investment Project for Stage III HPMP	18	30,000	2,100	32,100
Total				65,000	48,561	742,296

¹ Not including preparation funding of US\$ 35,000 for UN Environment as Cooperating Implementing Agency

Annex 1

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL KIP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM KIGALI HFC IMPLEMENTATION PLAN (OVERARCHING)

Part I: Project Information

Project title:	Kigali HFC Implementation Plan Preparation		
Country:	Viet Nam		
Lead implementing agency:	World Bank		
Cooperating agency (1):	UNEP		
Implementation period:	January 2022 – December 2023		
Funding requested:			
Agency	Sector	Funding requested (US \$)	
World Bank	Overarching	185,000	
UNEP	RAC servicing	35,000	

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
1. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Ratification of the Kigali Amendment by Viet Nam	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

1. Montreal Protocol compliance target to be met in stage I of the KIP			
Phase-down commitment	Freeze 10% reduction	Year of commitment	2024 2029
<input type="checkbox"/> Servicing only	<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input checked="" type="checkbox"/> Servicing and manufacturing	
2. Brief background on previous activities related to the Kigali amendment and the HFC phasedown			

Viet Nam completed an HFC inventory with the financial support of the Climate and Clean Air Coalition and an ODS alternative survey with support of the Multilateral Fund (MLF) for the same time period, both in cooperation with the World Bank (final reports in 2017). The overall survey work (including other ODS alternatives) was undertaken between May 2016 and February 2017 by the Viet Nam Energy and Environment Consultancy Joint Stock Company (VNEEC), with technical guidance and oversight provided by the National Ozone Unit (NOU) of MONRE and the World Bank.

Furthermore, in response to Decision 79/46 of the Executive Committee on guidelines for Enabling Activities for HFC Phase down, the Government of Viet Nam in collaboration with UNIDO submitted a proposal which was approved by the 80th Executive Committee meeting. After all activities under the enabling activity project for HFC phase-down were completed primarily by the UNIDO consultant

Ecology and Environment Institute, the government approved a resolution to ratify the Kigali Amendment and Viet Nam became the 82nd Party to ratify on 27 September 2019.

In addition, Viet Nam is also receiving support from the Japan International Cooperation Agency (JICA) to develop a legal framework to address GHG including HFCs. A workshop on “Exchanging experiences on fluorocarbon gas (F-gas) management” was jointly organized on April 28, 2021 by JICA, Viet Nam Office and the Department of Climate Change (DCC) under the Ministry of Natural Resources and Environment (MONRE).

**3. Current progress in implementation of Enabling Activities for HFC phase-down (Completed)
Budget: US\$ 250,000 (Fully disbursed)**

Activity	Description	Implementing agency
Activities to facilitate early ratification of the Kigali Amendment	Coordination with government authorities. Review alternative technologies, development of technology and HFC phase-down roadmap, and assessment of impacts of Kigali Amendment.	UNIDO
Institutional arrangements	Review existing institutional arrangements for control of ODSs and HFCs, and conduct gap analysis for HFC control. Review and propose updating codes and standards for the efficient use of HFCs and ODS alternatives in the entire value chain	UNIDO
Data collection and analysis of HFCs consumption	Identify and collect HFC consumption and equipment containing HFCs in key sectors. Project consumption trends in key sectors under a BAU scenario.	UNIDO
Promoting energy efficiency improvement opportunities in the RAC sector	Review and assess policies and regulations related to energy efficiency in the RAC sector in Viet Nam and other countries. Assessment of alternative technologies and identification of potential energy saving opportunities.	UNIDO

4. Overview of current HFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)

Substance	Sector	2018	2019	2020
HFC-23	Fire suppression	1.75	4.28	9.06 ²
HFC-32	RAC manufacturing and servicing	620.22	926.49	1,220.41 ²
HFC-125	Fire suppression	2.08	2.59	5.00
HFC-134A	RAC manufacturing and servicing	1,248.06	1,443.38	1,923.25
HFC-152A	Others	1.00	0.30	2.40
HFC-227EA	Fire suppression	3.92	4.00	39.42
R-404A	RAC manufacturing and servicing	153.45	194.03	380.75
R-407C	RAC manufacturing and servicing	56.73	77.84	181.48

² Revised after review by DCC

R-410A	RAC manufacturing and servicing	949.94	1,102.96	1,734.56
R-507A	RAC manufacturing and servicing	11.48	16.71	31.66

5. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

HFCs are mainly used in the manufacturing and servicing of refrigeration and air-conditioning equipment. Other uses in Viet Nam include fire suppression, glass manufacturing, etc. The overall HFC consumption trends are aligned with Vietnam's high economic growth which averaged nearly 7% annually up until 2020, where GDP grew only by 2.9% - still one of the few countries in the world to see such growth in 2020 during the global pandemic.

HFCs used in the RAC sectors are on an increasing trend given increasing urbanization, expansion of the middle class and regional HCFC phaseout in these sectors, particularly in unitary air-conditioning. Both HFC-32 and R-410A in room AC are experiencing high growth in consumption. HFC-32, starting from nil after its introduction in 2014, had been used in manufacturing a few years later by Daikin Vietnam (and now, a second multinational). Vietnam has a large seafood industry with a cold chain which is also an ongoing source of demand of HFC blends in particular. Lastly, Vietnam manufactures vehicles for primarily domestic sales and thus requires HFC-134a for the initial charge. Use of HFC-134a for servicing however is greater and was the dominant HFC in installed equipment in the country several years ago when the ODS alternative survey was completed. Consumption of HFCs used in the other sectors are also on an increasing trend though their growths are expected to be modest.

Although the increase in HFCs and blends is across the board through 2020, it is important to note that impacts from the global pandemic may have tempered growth somewhat. These impacts are expected to be more pronounced in 2021 when the pandemic and resulting restrictions took greater hold of the country (June onwards).

6. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during HFC enabling activities.

Information needed	Description	Agency
Others, specify.	Update Viet Nam HFC survey (inclusion of actual 2019, 2020 and 2021 HFC consumption, and 2022 projections) and analyze the impact of COVID-19 pandemic that may depress the demand of HFCs and HFC-based equipment during the baseline years (2020 – 2022), resulting in a lower HCFC baseline than the previous estimate. Update HFC consumption projections for the immediate period (2023 – 2029) to assess potential compliance risk once demand returns to normal post COVID-19 pandemic.	World Bank

7. Activities to be undertaken for project preparation and funding

Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
1. Import and export control		

1.1 Review of the national licensing and quota system to monitor and control the consumption of HFCs and HFC blends. Development of options in alignment with the preparation of the HFC phasedown strategy.	20,000	World Bank
1.2 Capacity building activities related to import/export licensing system including Customs and importers/exporters. Assistance in the development of options as necessary.	10,000	UNEP ³
2. Data collection and analysis		
2.1 Data collection by sector/sub-sector/HFC substance (2019-21)	50,000	World Bank
2.2 Stakeholder consultation: conducting interviews, organizing workshops and stakeholders' consultations on ODS alternatives and for the integration of national regulations and procedures for KA implementation and coordination of technical capacities in the institutions involved in HFC control	25,000	World Bank
2.3 Data analysis and development of BAU and growth modeling scenarios, sensitivity analysis, review of feasible options along with preparation of a related technology roadmap reflecting current and future HFC alternatives	25,000	World Bank
3. Development of overarching strategy		
3.1 Review and development of implementing policies and approaches as relevant and in the context of Vietnam's forthcoming national plan on the management and disposal of controlled ODS and GHGs, including inter-ministerial/agency and institutional arrangements for HFC phasedown.	10,000	World Bank
3.2 Development of the overarching strategy for the phase-down of HFCs and plan of action for stage I of the KIP to address the freeze and 10 per cent reduction in HFC consumption. HFC phase-down strategy development: Technical and legal experts to prepare all legal and technical documents; and if necessary, recommendations for update of institutional arrangements; consult all key stakeholders and develop detailed strategy.	50,000	World Bank
3.3 Development of and integration of the strategy for the phase-down of HFCs focusing on refrigeration servicing sector into the overarching strategy.	20,000	UNEP
4. Outreach and communication		
4.1 Preparation of a comprehensive communication and outreach plan in consultation with key stakeholders.	5,000	World Bank
4.2 Consultation with relevant stakeholders to identify challenges and conduct need assessment for development of outreach and communication methodology for the servicing sector.	5,000	UNEP
TOTAL	220,000	
8. How will activities related to implementation of HPMP be considered during project preparation for Kigali Implementation Plan?		

³ Focus on capacity building for implementation

It is expected that there will be opportunities for synergies between the HPMP and the KIP, particularly in refrigeration and air-conditioning sectors that use both HCFCs and HFCs. Previous measures from the HPMPs in these sectors such as capacity building for technicians, can be integrated to a certain extent. However, there are other sectors that only use HFCs such as in the mobile air-conditioning and domestic refrigeration that were not addressed in the HPMPs. Moreover, integration of best practices in installed equipment maintenance related to energy performance was also not covered. Thus, the Kigali Implementation Plan will be broader and more complex undertaking than HCFC phase-out.

9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Viet Nam is aware of the Multilateral Fund gender policy contained in ExCom document 84/73, and the related Executive Committee decision 84/92. The project preparation will aim to advocate the importance of gender-responsive actions and provisions in developing the Kigali Implementation Plan. Relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy and efforts will be made to encourage female stakeholders to contribute to the project preparation. To the extent possible, a gender-disaggregated data will be collected.

Annex 2

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM **HPMP (OVERARCHING + INV)**

Part I: Project Information

Project title:	Jordan HPMP Stage III Preparation		
Country:	Jordan		
Lead implementing agency:	World Bank		
Cooperating agency (1):	UNIDO	Click or tap here to enter text.	
Implementation period:	2022-2030		
Funding requested:			
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*	
World Bank	Overarching	35,000	
World Bank	INV - REF	30,000	
UNIDO	Overarching Servicing	25,000	

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
3. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Written confirmation – balances from previous PRP funding approved for stage I HPMP had been returned / will be returned (decision 71/42(i))	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• Specify meeting at which PRP funding balance had been returned/will be returned	Click or tap here to enter text.	

B. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

10. Montreal Protocol compliance target to be met in <input type="checkbox"/> stage II / <input checked="" type="checkbox"/> stage III of the HPMP			
Phase-out commitment (%)	100%	Year of commitment	2030
<input type="checkbox"/> Servicing only		<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input checked="" type="checkbox"/> Servicing and manufacturing
11. Brief background on previous stage of the HPMP (i.e., when the HPMP was approved; a description of the progress in implementation of the previous stage of the HPMP to demonstrate that substantial progress had been made.)			
Jordan's HPMP stage II was approved by the ExCom during its 77 th meeting in December 2016 (Decision 77/45) to reduce HCFC consumption in the period 2017-2022 by 50 percent of the baseline. World Bank participates in its execution as the lead implementing agency (US\$ 2,075,236) and UNIDO (US\$ 999,455) as cooperating implementing agency and the Ministry of Environment, through its Project Management Unit, as executing agency. All funds were approved in principle by the ExCom to assist Jordan in complying with the 2020 control measures for HCFCs under the Montreal Protocol comprising of annual/biennial HCFC consumption and phase-out targets as: reducing HCFC consumption by 35% and 50 per cent of its baseline by 2020 and 2022, respectively; by January 2022, a ban on the import of HCFC-141b in bulk and contained in pre-blended polyols. Tranche 1 was approved for World Bank and UNIDO in December 2016, by a total amount of US\$ 983,466 plus support costs. Tranche 2 was approved by the ExCom during its 84 th meeting in December 2019 for World Bank and UNIDO by a total amount of US \$1,663,211 plus support costs. Tranche 3 was scheduled to be submitted for consideration by the 88 th ExCom but will be deferred to the next meeting. Jordan is in compliance with the Montreal Protocol provisions and the Agreement with the Executive Committee and the country has an enforceable import/export licensing and quota system for HCFCs in place, which is operational, effective and capable of ensuring compliance with the Montreal Protocol phase-out provisions for HCFCs. World Bank as well as UNIDO's preparatory funds for HPMP stage II have fully been disbursed. The endorsement from the Government requesting World Bank as lead			

agency and UNIDO as cooperating agency to prepare HPMP stage III has been received. The remaining eligible consumption of HCFCs is of 23.99 ODP according to document ExCom 77/76, Annex XXI.

12. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP

Activity	Description	Implementing agency
Manufacturing-Foam PU	Individual conversion projects of manufacturers of continuous discontinuous PU foam panels under progress. One individual project have finalized (Maani), two are on their final implementation stage (Al Safa and Yousef Workshop), and another two (Jordan Pioneer, and Al Qnadeel) will finalize its conversion process in the second semester of 2021. One domestic refrigerator manufacturer (Abu Haltam) will start its conversion process in the second semester of 2021. Jordan is addressing technical assistance and will provide support to the small and medium enterprises in the second semester of 2021.	World Bank
Manufacturing-Foam PU	UNIDO is assisting six Jordanian spray foam companies with the procurement of HFO polyol formulation used to produce spray foam insulation in multi layers for roofing, wall and basements. Objective is to achieve the complete phase out of HCFC-141b in the PU spray foam sector by 1st of January 2022 and after a study tour to different foam suppliers of the six beneficiaries, HFO has been selected as alternative to HCFC-141b. The HFO is procured under 3 different batches, first two batches have been successfully distributed and the last procurement is currently taking place and will be completed until end of 2021	UNIDO
Refrigeration servicing sector	The national strategy for the service sector was developed and validated with relevant ministries, private sector, and stakeholders during a workshop in the Dead Sea from 13 to 14 June 2019. 4 National experts were recruited and are currently finalizing the training curriculum including training courses for the technicians in service sector, training course for the enforcement offices (Customs officers and Metrological and standard organization), training course for Industrial schools, certification system, and safety measures. In addition, UNIDO in coordination with the MOE (NOU) organized three workshops on 30 November 2020, 1 December 2020 and 29 December 2020 to raise awareness with the service sector on HCFCs, HFCs and their alternatives.	UNIDO

13. Overview of current HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)

Substance	Sector	2018	2019	2020
HCFC-22	Manufacturing-REF	35	22	5
HCFC-22	RAC servicing	433	283	525
HCFC-141b in imported pre-blended polyols	Manufacturing-Foam PU	220	226	240

14. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

Jordan does not produce HCFCs and the national consumption is based on imports. HCFC-22 are used in the manufacturing of commercial refrigeration equipment and for servicing room air-conditioning and commercial refrigeration equipment. HCFC-22 used in the manufacturing are on a decreasing trend though the low consumption in 2020 could have been impacted by the government's measures to combat COVID-19 pandemic. HCFC-22 consumption for the servicing sector was lowest in 2019 – 35% drop from 2018 level but then increase 85% in 2020. HCFC-141b in imported pre-blended polyols remains relatively stable during the last three years as the foam enterprises are at various stages during the conversion process.

15. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.		
Information needed	Description	Agency
Analysis of types of equipment using HCFCs	Review available data and collect additional equipment data through questionnaires and interviews with the commercial refrigeration manufacturers.	World Bank
16. Activities to be undertaken for project preparation and funding		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Consultant(s) to conduct surveys, interviews, site visits, and consultation with national stakeholders.	10,000	World Bank
Consultant(s) to draft the overarching of the HPMP stage III and tranche 1 request in consultation with the Montreal Protocol focal point, other stakeholders and cooperating implementing agency.	15,000	World Bank
National consultation workshops with key national stakeholders	10,000	World Bank
Consultant(s) ⁴ to conduct surveys, interviews and consultations with key stakeholders to obtain and up to date assessment of the RAC Sector needs (RAC) in Jordan (operating workshops, training centers, equipment profile, skills, etc...) component of the HPMP stage III	15,000	UNIDO
Consultant(s) ⁴ to draft the service sector component of HPMP III taking into account the information collected,	5,000	UNIDO
One (1) validation workshop with key stakeholders	5,000	UNIDO
TOTAL	60,000	
17. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage II of the HPMP?		
The overarching strategy will focus on the HCFC phase out while promoting ozone-friendly, climate friendly and energy-efficient technologies to the extent that this is possible, supporting the activities developed under HPMP-II and finalizing the efforts to HCFCs phase-out. The strategy will also raise awareness of stakeholders on the Kigali Amendment and its future obligations, focusing in avoiding the increase of high-GWP HFC use as HCFC's alternative.		
18. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
The Government of Jordan is aware of the Multilateral Fund gender policy contained in ExCom document 84/73, and the related Executive Committee decision 84/92. The project preparation will aim to advocate the importance of gender-responsive actions and provisions in developing Stage III HPMP. Relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy and efforts will be made to encourage female stakeholders to contribute to the project preparation. To the extent possible, a gender-disaggregated data will be collected.		

C. Information required for PRP funding request for investment projects as part of the HPMP

1. Agency:	World Bank
2. Sector:	Refrigeration
3. HCFC consumption in item #2 reported under country programme (CP) data?	<input checked="" type="checkbox"/> Yes, please specify reported amount and year: 2020 <input type="checkbox"/> No
4. Information on remaining eligible consumption	
Substance	Remaining eligible consumption (ODP tonnes)
HCFC-22	23.99
HCFC-141b	0

⁴ International and national expert

5. Information on enterprise(s) for which funding is being sought					
Enterprise	Year established	HCFC consumption (ODP tonnes) (last three years)			HCFC phase-out to be achieved
		2015	2019	2020	
Abdin	1974	9.1	N/A	N/A	To be determined
22 small enterprises	Prior to cut-off date	28.8	N/A	N/A	To be determined

6. Activities to be undertaken for preparation of the investment project and funding requested	
Activity	Indicative funding (US \$)
Consultant(s) to conduct surveys, interviews, site visits, and consultation with commercial refrigeration manufacturers.	20,000
Consultant(s) to draft the investment component of the HPMP stage III and trane 1 request in consultation with the Montreal Protocol focal point, other stakeholders and cooperating implementing agency.	10,000
TOTAL	30,000